

# **Impact du projet sur la forêt de Pradelles : un coup porté à sa fonction écologique et à la biodiversité**

## **La réponse du Ministre de la Transition Ecologique à la question d'un sénateur**

Le milieu forestier, de par ses caractéristiques et enjeux propres, ne constitue pas, naturellement, un secteur d'implantation pour les projets éoliens. Leur développement fait, en conséquence, l'objet d'une approche et d'une analyse spécifiques, particulièrement en matière d'impact sur l'avifaune. Par ailleurs, les services de l'État portent une attention particulière sur la justification des projets d'implantation en milieux forestiers, aux regards d'autres sites potentiels de projets de parc éolien. (JO Sénat du 02/11/2017)

## **SOMMAIRE**

- 1 - Les textes fondateurs et les grands principes de gestion de notre forêt communale**
- 2 - Rien ne prédestine la Chabassole à se voir imposer un parc éolien.**
- 3 - La gestion erratique de la forêt par l'ONF a facilité la mainmise d'EDF Renouv. sur ce territoire**
- 4 - La forêt de Pradelles abandonnée au promoteur jusqu'en 2103**
- 5 – Une régression de la fonction écologique de la forêt de Pradelles**
- 6 – La minimisation de l'ampleur du déboisement infligé à la forêt de Pradelles**
- 7- Un déboisement compensé sur la base d'un coefficient multiplicateur non-conforme**
- 8- Conclusion**



# 1 - Les textes fondateurs et les grands principes de gestion de notre forêt communale

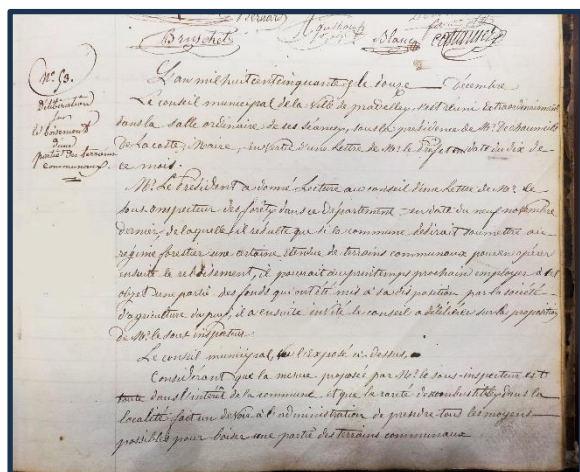
« Élément de patrimoine ancré dans la culture et la mémoire collective, la forêt publique contribue à la qualité de vie et à l'environnement de la population et joue un rôle majeur dans la préservation de la biodiversité, la lutte contre le changement climatique et la protection contre les risques naturels. La production de bois propre à certains territoires en fait un espace économique essentiel au service du développement local et du développement de la filière bois nationale. Ce patrimoine d'exception a nécessité dès l'origine un régime spécial de conservation et de mise en valeur : le régime forestier »

Tels sont les termes du préambule de la « Charte de la forêt communale » signée le 14 décembre 2016 entre la Fédération nationale des Communes forestières et l'Office National des Forêts.

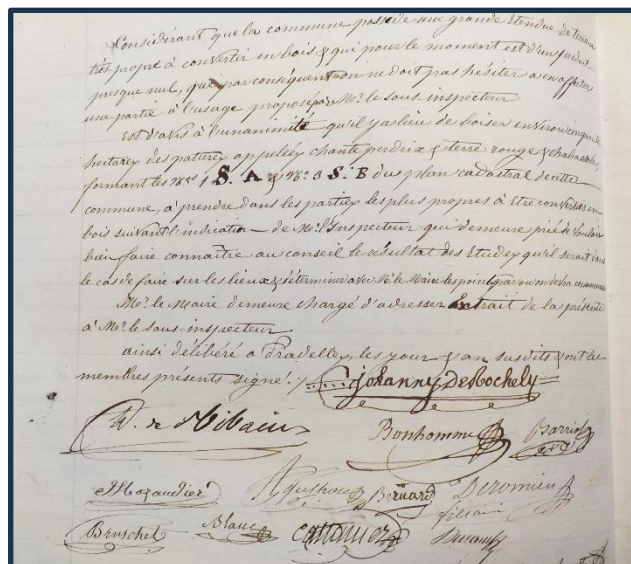
Localement, en vertu des mêmes principes, M le Préfet de la Région Auvergne a approuvé le 14 août 2013 le plan d'aménagement de la forêt communale de Pradelles pour la période 2013 / 2032. Ce texte réglementaire est toujours en vigueur, il stipule :

« La forêt communale de Pradelles ... est affectée prioritairement à la fonction de production ligneuse et à la fonction écologique, tout en assurant sa fonction sociale et de protection physique dans le cadre d'une gestion durable et multifonctionnelle... les mesures visant à la préservation de la biodiversité courante, ainsi qu'à la préservation des sols et des eaux de surface, seront systématiquement mises en œuvre. »

Ces dispositions récentes s'appuient sur le « régime forestier » qui assure la protection de la forêt de Pradelles et de son écosystème et sur le corpus législatif du code forestier.



Délibération du 12 décembre 1850 décidant le boisement de la Chabassolle



Il n'est pas question, dans ces textes, de production d'énergie éolienne et d'introduction d'aménagements industriels dans la forêt de la Chabassolle.

Toutes ces considérations édifiantes aussi solennelle les unes que les autres n'empêchent pas EDF Renouvelables de déclarer (même s'il porte atteinte à ces généreux principes) que le projet de parc éolien de Pradelles

- est compatible avec le plan de gestion de la forêt communale de Pradelles »
- ne remet pas en cause les orientations régionale ou locales de gestion de la forêt »

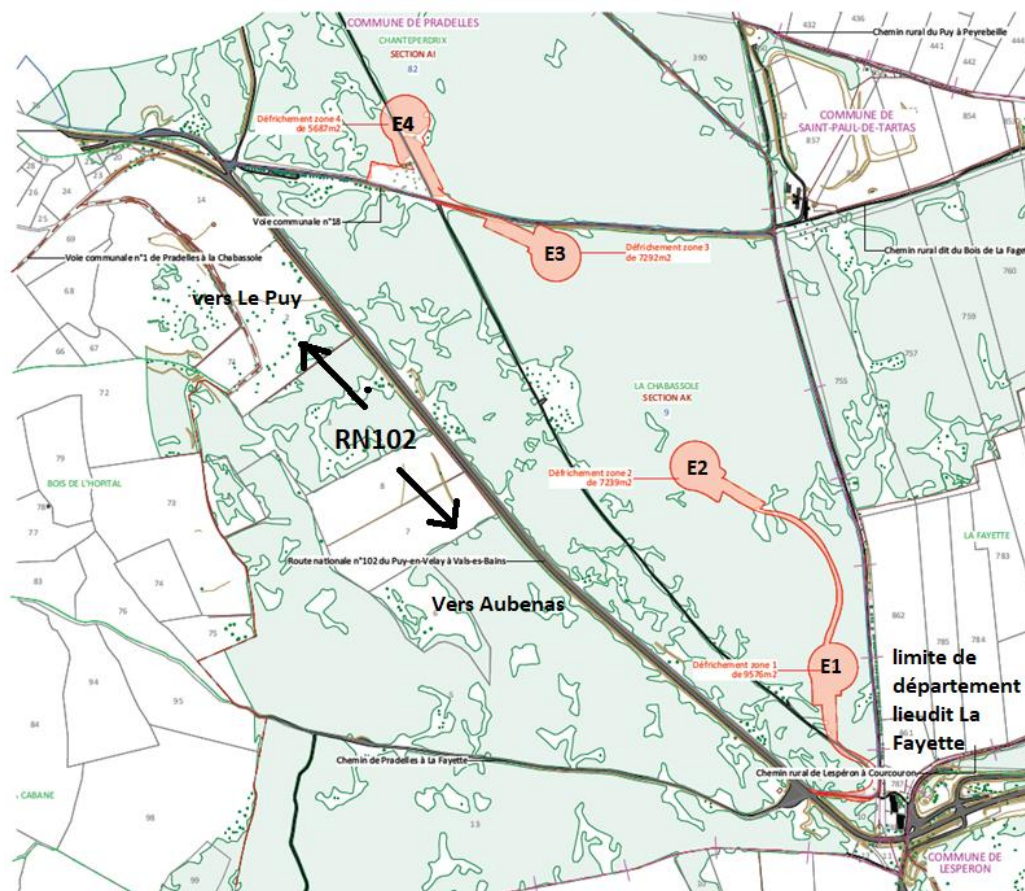
Localement pourtant

- Le Schéma Régional de Cohérence Écologique d'Auvergne (SRCE) considère que les défrichements à des fins d'aménagement (ZAC, éoliennes...) constituent l'une des principales menaces observées actuellement sur le territoire. Il prend pour exemples à ne pas suivre, les Parcs éoliens de St-Jean-Lachalm et des Barthes, car ils génèrent d'importantes fragmentations de la continuité forestière, en discontinuité de la trame verte.
- Le SRADDET prône la protection des forêts anciennes à forte naturalité car « *elles participent à la conservation des espèces de la faune et de la flore forestières peu mobiles, à la préservation des champignons du sol et jouent ainsi un rôle de réservoir de biodiversité* »
- Le SCOT pays du Velay n'est favorable à la production d'énergie renouvelable que si les projets sont conçus en cohérence avec les enjeux écologiques et environnementaux.

**Comment peut-on admettre que les ardues obligations auxquelles a souscrit la commune de Pradelles sous la garantie de l'Etat avec l'assistance de l'Office National des Forêts puissent être ainsi remises en cause sans aucune formalité**

**Quel motif particulier justifie aux yeux de l'administration « l'implantation de ce projet en milieu forestier, aux regards d'autres sites potentiels ».**

L'édification d'éoliennes dans la forêt de Pradelles semble difficilement compatible avec les trois fonctions qui sont assignées à la forêt à travers sa convention de gestion et d'aménagement : fonction sociale, fonction écologique et fonction de production ligneuse.



**Le projet de parc éolien dans la forêt de Pradelles.**



## 2 - Comment EDF Renouvelables a jeté son dévolu sur la forêt communale de Pradelles : rien ne prédestinait la Chabassole à se voir imposer un parc éolien.

En 2011, après la réalisation des 9 éoliennes de St-Jean-Lachalm, le promoteur VALECO avait démarché les communes de Saint-Haon et de Landos prêtes à accueillir 14 machines sur leur territoire dans le cadre d'une Zone de Développement de l'Eolien. La suppression du régime réglementaire des ZDE mit un terme à ce projet, **prévu hors forêt**, sur les crêtes et gardes sommitales du Devès.

En 2015, EDF Energies Nouvelles prévoit d'implanter 12 éoliennes sur le territoire de Saint Paul de Tartas, et crée la SAS Parc Eolien de Saint-Paul-de-Tartas établie au lieudit « Les Fayes ».

Cependant au nom de l'intérêt national et de la sécurité publique, le ministère des Armées ne souhaite pas supprimer la servitude aérienne des « *secteurs d'entraînements à très basse altitude* (SETBA) » qui couvre ce territoire. Deux refus sont formulés par la DSAE (Direction Sécurité Aéronautique d'Etat) en février et en juillet 2015.

Qu'à cela ne tienne le promoteur intervient auprès des parlementaires et vante un projet dont, dit il, les implantations ne sont pas prévues sur les crêtes ou en forêt, mais en plaine, sans enjeux paysagers ou environnementaux d'aucune sorte. La réalité est toute autre puisque les éoliennes sont prévues dans les forêts de 4 sections de communes, impactent une zone Natura 2000, et l'environnement de captage communaux.

L'intervention du sénateur Cigolotti auprès du ministre, à l'automne 2015, évoquant la « *manne d'emplois* » qui pourraient en résulter localement n'emporte pas la décision



Mais la qualité de « biens de section » des espaces convoités interdit à la municipalité de Saint Paul de signer la promesse de bail emphytéotique demandée par le porteur de projet sans l'aval des habitants. Le 14 avril 2019, les habitants votent et se prononcent contre le projet des éoliennes de Saint Paul, qui est donc définitivement abandonné.

EDF EN démarche alors la commune de Pradelles, et se rabat sur sa forêt. On découvre alors que, **contrairement aux promesses faites aux militaires, l'implantation d'éoliennes dans cette forêt, placée sur une ligne de crêtes, n'est pas précisément la configuration sans impact annoncée** : la Chabassole abrite des espèces animales et végétales protégées et une remarquable biodiversité ; en outre le parc en projet affectera le voisinage d'un important patrimoine historique inscrit ou classé



**La chouette de Tengmalm et le pic noir**

La chouette de Tengmalm (en danger) et le pic noir, espèces protégées au niveau européen, présents sur la liste rouge en Auvergne, sont considérés comme « nicheurs certains » sur la zone d'implantation des éoliennes

### **3 - L'abandon notoire de la forêt par l'ONF et sa gestion erratique ont facilité la mainmise d'EDF Renouvelables sur ce territoire.**

Depuis le 27 mars 1851, date de la soumission d'une première fraction du territoire communal de Pradelles au régime forestier (suivie, la même année, des premières plantations en pins de Haguenau et pins d'Autriche), l'administration des Eaux et Forêts a toujours eu à cœur de garantir l'intégrité de la Chabassole. Ce fut le cas, lorsque, à diverses reprises, le conseil municipal, en quête de ressources, délibéra pour mettre en vente la forêt ou lorsque des activités nuisibles à son développement menaçaient d'y être entreprises.

Ces dix dernières années pourtant, les communes forestières du secteur ont ressenti comme un abandon de la part de l'ONF. L'Office a réduit ses effectifs de façon drastique et retiré tous ses agents du Velay volcanique. Aujourd'hui un seul agent de terrain s'occupe des 39 communes agglomérées du Velay sud. En ce qui concerne la Chabassole, l'exécution et le suivi du plan d'aménagement de la forêt se sont sérieusement « effilochés » après le départ de Pradelles de son dernier agent technique.

Jusqu'à l'auteur de l'étude hydrogéologique d'EDF renouvelables, qui note à la page 7 de son rapport : « ***La forêt de Pradelles est gérée par l'ONF au travers d'un plan de gestion pluriannuel, même s'il n'est plus suivi depuis plusieurs années*** »

**Où en est la continuité des travaux prévus sur les fonctions de régénération, la surveillance de l'état sanitaire de la forêt et la lutte contre le scolyte *Dendroctonus micans*, les plantations prévues de sapins pectinés, les actions annoncées en faveur de la biodiversité et de l'accueil du public ?**

Si l'on se réfère au programme des coupes prévues sur la période, la vente de plus de 9000 m<sup>3</sup> de bois aurait dû enrichir les budgets successifs de la commune de Pradelles jusqu'au 31 décembre 2022. Il n'en n'a rien été



Cette dernière question, sensible, n'a pas manqué de susciter des interrogations, de la part de nos élus, à propos de « la rentabilité » de cette forêt. Il suffit de prendre connaissance des débats et des bulletins municipaux pour s'apercevoir que les propositions financières des promoteurs de l'éolien ont été d'autant plus favorablement accueillies que l'absence de l'ONF était perceptible, critiquée et financièrement préjudiciable.

#### 4 - La forêt de Pradelles aux mains du promoteur jusqu'en 2103

La municipalité a déclaré dans un bulletin municipal : « Ce projet n'engage pas de dégâts irréversibles, tout au plus une atteinte ponctuelle sur la durée des contrats, nos successeurs auront tout le loisir de décider ou non d'une reconduction de cette exploitation ». Il importe de rétablir la réalité de la situation.

En signant le 13 mai 2019 (avant toute finalisation d'implantation) la promesse de bail dictée par EDF Renouvelables, et sauf rejet du projet, la commune de Pradelles a, définitivement et sans pouvoir se dédire, autorisé l'installation d'éoliennes à la Chabassole. Ce faisant, elle a abandonné durablement au promoteur la maîtrise de ce territoire, sans véritable débat ni consentement préalable de la population, ni évocation de ce projet auprès des électeurs dans la propagande des dernières municipales

L'ampleur des prérogatives octroyées à EDF par la commune a de quoi surprendre :

- **Par l'étendue de l'espace concédé :** il comprend près de 160 hectares d'espaces communaux boisés, situés de part et d'autre de la RN 102, de Bel Air à la Fayette jusqu'à la limite de l'Ardèche, y compris le secteur de la Croix du frère Vidal.
- **Par l'importance de la durée de l'occupation des lieux.** Si le Préfet autorise l'opération, un bail définitif se substituera automatiquement à la promesse actuelle. Il sera d'une durée de 40 ans avec une possibilité de prorogation de deux fois 20 ans sur la seule demande d'EDF Renouvelables. La commune de Pradelles ne pourra donc pas s'opposer à une occupation des lieux par EDF Renouvelables pour une durée de 80 ans. Autant dire que si ce projet voit le jour, la commune n'aura plus, ni les municipalités suivantes, ni ses habitants, ni leurs arrières petits-enfants, la libre disposition de la Chabassole.
- **Par l'impact spatial des aménagements et des servitudes imposées par EDF.** Nous le verrons plus bas, ces aménagements vont mobiliser l'espace équivalent à la surface de 8 terrains de football.
- **Par les conditions très avantageuses faites à EDF Renouvelables.** La commune a accepté, sans réserve ni contrepartie, l'intégralité des exigences et de la tarification indemnitaire imposées par EDF Renouvelables :

Aucune clause ne préserve le maintien de l'accès du public pradelain à sa forêt au cours des 80 prochaines années. En sa qualité de titulaire du bail, EDF Renouvelables a désormais la **jouissance exclusive de la Chabassole** dont une large portion sera interdite au public par une société de gardiennage pendant la durée des travaux.



Ainsi, la commune devient l'humble « obligée » d'EDF Renouvelables, elle s'interdit d'effectuer tout acte susceptible d'attenter à la jouissance d'EDF R. À l'inverse, EDF R. pourra transférer ses droits sur le terrain et l'exploitation des éoliennes à un tiers sans que la commune puisse s'y opposer.

Elle pourra, à sa convenance, étudier une extension du parc éolien

## 5 - La fonction écologique de la forêt de la Chabassole confrontée aux aménagements éoliens : une importante régression

Comme ses semblables, la forêt de la Chabassole, contribue activement à éliminer les gaz à effet de serre et à réduire le réchauffement climatique. Elle assume un rôle de puits de carbone en accumulant le CO<sub>2</sub> via la biomasse de ses arbres en situation de croissance aérienne et souterraine, le carbone du sol (sous forme de matière organique et de minéraux carbonatés), le bois mort et la litière (la fine couche de matière organique morte située au-dessus du sol)

Un peuplement mature comme celui de la Chabassole représente un stock de carbone supérieur à celui d'une jeune plantation. Les sols renferment plus de la moitié du carbone stocké en forêt, dans les racines bien sûr, mais surtout dans l'humus et les « horizons organiques », les couches superficielles du sol contenant de la matière organique plus ou moins dégradée.

Il est donc nécessaire d'inclure le compartiment du sol dans les réflexions sur les capacités d'une forêt à stocker du carbone.

Une mise en lumière brutale telle que celle qui s'opérera dans cadre du défrichement annoncé à la Chabassole aura ainsi pour effet d'accélérer la minéralisation de la matière organique et diminuera la quantité de carbone stockée en moyenne sur la durée de vie du peuplement

Déboiser et dessoucher une surface non négligeable de cette forêt vont conduire au relâchement d'importants volume de CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère.

Sur ce point, précisément, le plan de gestion ONF 2013/2032 prévoyait l'ouverture d'opérations de régénération des peuplements de la parcelle 11A, lieu d'implantation des éoliennes E1 et E2, et d'opérations d'amélioration des parcelles 3, 6 et 8, concernées par les éoliennes E3 et E4.

Ecologiquement parlant, cela signifie que le plan de gestion introduisait dans ces espaces une dynamique de croissance ligneuse qui permettra d'accroître leur capacité de rétention de CO<sub>2</sub>. La construction des éoliennes remet en cause les opérations écologiquement vertueuses du plan de gestion initial.

### Autres conséquences de la déforestation

Le milieu forestier émet une « évapotranspiration », qui génère à la fois de la fraîcheur et de l'humidité. Cette « climatisation » naturelle est bienvenue en période estivale. Elle permet le maintien, en toute saison, de l'activité végétale et offre aux promeneurs l'agrément d'un refuge salubre par temps de canicule.

Les coupes rases font disparaître cet environnement homogène, humide et abrité, ce qui altère le développement de la végétation et, à terme, stérilise les surfaces impactées.



En matière de biodiversité, le plan d'aménagement prévoyait (page 23) :



- Le maintien de petites clairières et lisières par un traitement de jardinage variant la composition végétale la densité et la profondeur
- La protection des zones humides asylvatiques lors des opérations d'exploitation
- L'accroissement du mélange d'essences pied à pied en conservant les feuillus
- La conservation d'essences pionnières lors de travaux de dégagement
- Conservation de bois mort au sol et de souches hautes
- Maintien d'arbres mort ou sénescents, de bonne taille afin de favoriser le développement de la flore fongique, des insectes xylophages et de leurs prédateurs. Maintien d'au moins deux arbres par hectare, choisis parmi les arbres à cavité (loge de pics ou de chouettes.)

Faudra-il bientôt parler au passé de ces engagements vertueux ?

## 6 - L'ampleur du déboisement infligé à la forêt de Pradelles : une surface équivalant à 8 terrains de foot stérilisée et perdue pour la biodiversité.

A la demande d'EDF Renouvelable, l'ONF a élaboré une étude de défrichement datée du 28 janvier 2022.

Cette étude localise les espaces à défricher et à déboiser sur la base de l'implantation prévue des quatre aérogénérateurs, des voies à créer pour leur acheminement et leur desserte et d'autres aménagements annexes. Elle chiffre le déboisement total à 3ha 88a.

On peut s'interroger sur la fiabilité de cette évaluation du déboisement, calculée « a minima » Les erreurs les plus évidentes figurent dans le tableau ci-dessous (omission de la surface des mâts et non prise en compte du rayon de giration- tracé semi circulaire de la voie d'acheminement à proximité de La Fayette).

### Des omissions ou erreurs matérielles dans le calcul par l'ONF de la surface à déboiser

Espaces désignés	Terme du calcul	Résultat /éolienne	Total m2
<b>Mât 2,5 mètres de rayon</b>			
Espace de 40 m autour de la base du mât	42,5 x42,5 x 3.1416	5675 m2	22 700
Aire de stockage		750 m2	3 000
Aire de levage		875 m2	3 500
Zone de fléchage		1512 m2	6 048
Piste d'accès éoliennes E1 et E2	770m x 10m		7 700
Base vie			3 126
<b>Giration piste &gt; E1 et E2 parcelles AK 9 et AK 10 / rayon de giration de 45 à 70 m</b>	Hypothèse moyenne : 60m x 150m (cf plan et promesse de bail)		9 000
		<b>Total</b>	<b>5,50 hectares</b>



En outre

- Ne sont pas inclus dans ce chiffre la quantification des défrichements nécessaires à raison de « sur-largeurs » des pistes existantes, les déboisements des lignes d'arbres du délaissé de la RN 102 et celles de la Grande Allée, obstacles à l'acheminement des éoliennes
- L'évaluation de l'ONF ne prend pas en compte dans sa totalité l'espace dévolu au chantier d'EDF Renouvelables tel qu'il est défini dans la promesse de bail (annexe3) signée par la commune avec le promoteur, acte juridique qui fait loi entre les parties, opposable à l'ONF. On y découvre « **la servitude de tour d'échelle ... concédée sur une distance de 50 mètres tout autour de l'éolienne et de sa plateforme ... comprenant droit de déposer sur son assiette les matériaux nécessaires à l'entretien et aux réparations** » Compte tenu de l'emprise de cette plateforme (évaluée dans l'annexe 1 à 40 ares par éolienne), une surface de plus de deux hectares est stérilisée pour chaque éolienne, ce qui double largement l'estimation de l'ONF

On notera également que **la superficie et la définition de chaque espace mobilisable pour le chantier diffèrent suivant le document auquel on se réfère**. Le Plan Masse, la Note de Présentation Non Technique, le Résumé Non technique de l'étude d'impact, l'étude d'hydrogéologique fournissent des valeurs différentes de celles qui figurent dans l'étude de défrichement ou dans la promesse de bail emphytéotique. Un exemple : la surface des aires de levage est évaluée à 3500m<sup>2</sup> dans l'étude de défrichement, à 4960 m<sup>2</sup> dans la note de Présentation Non Technique, l'emprise des nouvelles pistes à créer est évaluée à 7700 m<sup>2</sup> dans l'étude de défrichement, à 3740m<sup>2</sup> dans la note de Présentation Non Technique

Il est donc rigoureusement impossible d'avoir une idée précise des surfaces qui seraient déboisées et du déficit de production ligneuse généré par le projet éolien.



***L'étude du défrichement n'a pas comptabilisé le rayon de giration de La Fayette (45 à 70 m au droit des intersections) permettant le passage de convois de grande longueur (annexe 1 promesse de bail) ni les autres courbes (20m de largeur de voie en en virage)***

Lorsque les surfaces déboisées sont dessouchées, que le terrain est compacté pour supporter le passage de gros engins, qu'en outre des apports matériaux sont effectués, le retour à un état forestier paraît difficile même après un travail du sol. Il est donc parfaitement illusoire d'imaginer que les plateformes des éoliennes, une fois celle-ci démantelées, redeviendront « forêt ».

Enfin, l'étude de défrichement ne prend pas en compte les dégâts collatéraux infligés à la forêt par les intempéries, en périphérie des déboisements opérés pour la création des plateformes des éoliennes et des voies nouvelles.



## **7- La non-conformité du coefficient multiplicateur proposé par l'ONF pour le reboisement compensatoire des surfaces défrichées de la forêt communale de Pradelles**

En application du 1° de l'article L341-6 du Code forestier, les défrichements sont assortis d'une obligation de compensation prenant la forme d'un nouveau boisement ou de travaux d'amélioration de boisement existant.

Cette compensation doit intervenir sur une surface égale à la surface défrichée à laquelle on applique cependant un coefficient multiplicateur chiffré de 1 à 5 représentatif de l'intérêt économique, environnemental, social du secteur défriché

Dans l'étude de défrichement rédigée par l'ONF jointe au projet de parc éolien de la forêt de Pradelles, il est indiqué page 17 :

### **3.1.4. – Mesures de compensation**

Pour compenser les impacts résiduels liés au défrichement, la mise en œuvre d'un boisement compensatoire est envisagée.

#### **Coefficient de compensation**

Au niveau du volet forestier, l'impact local de ces défrichements peut être considéré comme faible vu le taux de boisement du secteur et de la progression des surfaces forestières.

Au regard de l'analyse réalisée précédemment et compte tenu de l'impact modéré du défrichement sur les enjeux économiques, environnementaux et sociaux, un coefficient de compensation de 1 est proposé.

Or Il apparaît que le « coefficient de compensation de 1 » proposé, le plus faible, n'a pas été déterminé en conformité des dispositions de l'instruction technique DGPE/SDFCB/2015-656 du 29 juillet 2015. Suivant cette instruction :

Pour déterminer le coefficient multiplicateur, le service instructeur peut s'appuyer sur la méthodologie suivante en fonction du niveau d'enjeu respectif des rôles économique, écologique et social des bois à défricher :

le niveau d'enjeu du rôle économique sera soit « sans objet », soit « faible », soit « moyen », ou « fort ».

- le niveau d'enjeu du rôle écologique sera soit « sans objet », soit « faible », soit « moyen », ou « fort ».
- le niveau d'enjeu du rôle social sera soit « sans objet », soit « faible », soit « moyen », ou « fort ».

Le classement des bois (ou partie de bois) et forêts (ou partie de forêts) objet du défrichement en niveaux d'enjeu est réalisé :

- pour le rôle ECONOMIQUE, sur la base notamment de la potentialité des stations forestières de la partie en sylviculture et de sa valeur d'avenir (qualité des bois);
- pour le rôle ECOLOGIQUE, sur la base notamment de la présence de statut de protection réglementaire ou contractuelle et d'inventaires naturalistes reconnus ;
- pour le rôle SOCIAL, sur la base notamment de la présence de statuts réglementaires à caractère paysager, d'accueil ou culturel et de la fréquentation par le public ou de statuts de protection des captages d'eau potable.

**L'application au secteur défriché des critères de qualification de niveau d'enjeux proposés par l'instruction devrait objectivement conduire à proposer un coefficient multiplicateur triple ou quadruple de celui qui est proposé par l'ONF.**

Les études d'impact jointes au dossier, le plan de gestion de la forêt et les réalités du terrain suffisent à démontrer le niveau d'enjeu à prendre en considération :

**Au niveau écologique** : zone ZNIEFF type 2 (type 1 et Natura 2000 à proximité), présence d'espèces (faune et flore) protégées au niveau national et communautaire, dont pour l'avifaune, espèces nicheuses ou hivernantes. Couloir de migration - Présence d'un inventaire naturaliste.

**Au niveau social** : forêt emblématique ouverte au public, très fréquentée par les habitants du village proche, touristes, établissements médico-sociaux, présence de parkings, espaces de loisirs, boucles balisées,

**Au niveau économique** : intérêt économique avérée coupes régulières et consistantes (se reporter au plan de gestion), évolution vers hêtraie sapinière.

En l'absence de terrains disponibles dans le secteur pour la mise en œuvre de boisements compensateur il aurait été opté pour l'amélioration de boisements existants. Il reste cependant à garantir

## CONCLUSION

La présence des éoliennes est contradictoire avec une gestion durable de la forêt de Pradelles.

De par leur implantation, non cantonnée dans un secteur particulier, mais répartie au centre de la forêt, suivant un alignement et des espacements constants qui affectent l'ensemble de sa superficie, les éoliennes et leurs vastes aménagements qui les accompagnent seront omniprésentes dans le milieu.



### **Une forêt en lambeaux**

Ce parc éolien va profondément déstructurer, dénaturer et parcelliser la forêt de Pradelles. Il n'y aura plus de forêt profonde, ni de zone de quiétude propice à la vie animale, mais une succession de vastes trouées où les éléments s'engouffreront à loisir.

Dans le contexte actuel, on doit craindre qu'un tel environnement menace les trois fonctions qui constituent depuis toujours la vocation de notre forêt : sa fonction écologique, sa fonction sociale et sa fonction de production.

Il est temps que l'ONF qui ne s'est pas encore officiellement prononcé sur l'opération reprenne le contrôle de notre gestion forestière, ranime et mette en avant les impératifs du plan d'aménagement de la forêt communale de Pradelles avant qu'il ne se trouve définitivement caduc.



-----